



La folle semaine des vigies du virus

avec la rédaction de L'Express



Le 29 février, Emmanuel Macron préside un conseil de défense exceptionnel. L'objectif ? Prendre de nouvelles mesures pour ralentir la circulation du virus.

[afp.com/Jean-Claude Coutausse](https://www.afp.com/Jean-Claude-Coutausse)

Ils sont médecins, responsables politiques ou chefs d'entreprise. Ils ont dû alerter sans affoler, informer sans paniquer. Récit de sept jours de crise. Mercredi 26 février : rassurer après le premier mort français
L'invitation tombe à 9h18 dans les salles de rédaction, un point presse se tiendra à 10 heures. Les autorités françaises s'apprêtent à annoncer le premier mort français. La veille, en milieu de journée, un hélicoptère s'est posé sur la plateforme de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. A bord, un patient en provenance de Creil (Oise), intubé. Testé positif au coronavirus, il décède quelques heures plus tard d'une embolie pulmonaire massive. La conférence de presse dure dix minutes à peine. Jérôme Salomon, le directeur général de la Santé, numéro 2 du ministère, repart aussi vite qu'il est arrivé.

Voilà un mois qu'avec ses bras droits, Olivier Brahic et Clément Lazarus, il a organisé le centre de crise sanitaire en sept pôles d'activité. Ils travaillent en deux équipes, l'une de 8 heures à 15 heures, l'autre de 15 heures à 22 heures, avec des permanences de nuit. Chaque matin, tôt, Jérôme Salomon échange avec le cabinet du ministre. Mais depuis le dimanche et l'évolution de la crise en Italie, la situation sanitaire a basculé.

www.lexpress.fr
Pays : France
Dynamisme : 50



Page 2/6

[Visualiser l'article](#)

"Quand on a su pour les deux patients de l'Oise, infectés sans avoir eu de contacts avec les zones à risque, on s'est dit que c'était foutu", soupire Laurent, médecin du réseau Santé publique France.

Le grand public n'en a pas encore vraiment conscience. La journée commence par une polémique, de celle dont le petit monde politique raffole. Ségolène Royal s'étonne qu'on maintienne le match du soir entre Lyon et la Juventus de Turin alors que l'une des sources du virus est l'Italie du Nord. A la préfecture du Rhône, on rétorque que l'agence régionale de santé a donné son feu vert. Pourquoi s'affoler ? C'est d'ailleurs le mot d'ordre dans la région. Les vacances viennent de commencer, et les maires des stations de montagne n'ont pas envie de saboter la saison avec une psychose qui ferait fuir les touristes.



Le numéro deux du ministère de la Santé, le professeur Jérôme Salomon, dirige le centre de crise sanitaire, en lien avec Olivier Véran et son cabinet.

[afp.com/Ludovic MARIN](https://www.afp.com/Ludovic%20MARIN)

A l'heure du déjeuner, Stéphane Beudet, maire LR d'Evry-Courcouronnes et président de l'Association des maires d'Ile-de-France, lance un appel aux autorités pour qu'elles donnent un message unique aux élus. Dans sa commune, il a entendu des échos divergents issus des conseils d'école du lundi et du mardi. Pas encore d'angoisse de la part des parents, mais il y a urgence à clarifier les consignes. Quelques entreprises

[Visualiser l'article](#)

demandent à leurs salariés de retour d'Italie de rester chez eux, mais la communication reste préventive. A la RATP, la rencontre déclenchée à la suite de l'alarme sociale ne dure que trois quarts d'heure et "n'a rien d'une réunion de crise", dicit un participant.

Côté sanitaire, le rythme s'accélère. Dans le bureau de Vincent Enouf, directeur adjoint du Centre national de référence (CNR) des virus respiratoires à l'Institut Pasteur, le téléphone ne cesse de sonner. Le CNR est devenu la hotline de la France entière pour le diagnostic du coronavirus. Le test a été mis au point ici, et une partie des échantillons continuent à être traités dans le laboratoire hautement sécurisé qui jouxte son bureau. "D'une dizaine par jour en moyenne depuis l'apparition du virus sur le territoire, les échantillons à analyser sont passés à une centaine quotidiennement depuis le début de la semaine", décompte-t-il.

Jeudi 27 février: sérénité affichée, fébrilité grandissante

L'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, est en effervescence. Emmanuel Macron est dans les murs. La crise de confiance qui a suivi l'incendie dans l'usine Lubrizol à Rouen, à l'automne, a servi de leçon. "Tant que le président de la République n'était pas venu à Rouen - et alors même que le Premier ministre y était allé -, la population était en plein désarroi. On en a tiré les conclusions", souligne-t-on du côté du Château. Manque de préparation ? Services de sécurité débordés ? Emmanuel Macron est interpellé sur la crise hospitalière par un neurologue, membre du collectif inter-hôpitaux, qui s'est glissé dans la délégation. L'échange met en valeur la pénurie de moyens et le malaise qui règne à l'hôpital public. Ce dernier sera-t-il capable de faire face en cas de pandémie ? La question s'installe dans les têtes.

Visuel indisponible

Emmanuel Macron rencontre le personnel médical lors de sa visite à l'hôpital Pitié-Salpêtrière de Paris, le jeudi 27 février.

AFP

En milieu de journée, chez Renault, se tient une réunion extraordinaire, via Skype, avec tous les délégués syndicaux du groupe. Objectif : rassurer les salariés quant à un possible chômage technique à la suite de la mise à l'arrêt de l'équipementier MTA basé à Codogno, en Lombardie, unique fournisseur de certaines pièces électroniques. Dans la plupart des entreprises, on reste vigilant sans affolement. Ainsi, à Ile-de-France Mobilités (ex-Stif), le syndicat qui chapeaute les transports en Ile-de-France, les efforts se concentrent sur l'alerte de la préfecture annonçant la montée des eaux de la Marne et mettant en garde contre des risques d'inondation.

Derrière la sérénité affichée à l'égard du Covid-19, la fébrilité n'est jamais loin. En milieu d'après-midi, L'Express révèle qu'un député de retour de Chine a été prié de rester chez lui par mesure de précaution. Le parlementaire en question n'est absolument pas malade, mais cette information déclenche un mouvement de panique. Sur Telegram, les boucles s'échauffent. Collaborateurs, journalistes, élus, ils sont des dizaines à tout faire pour découvrir l'identité du député concerné. Lors du point presse du soir, Jérôme Salomon annonce 38 cas confirmés, contre 18 la veille .

Vendredi 28 février : côté ministère, la gestion se fait quasi-militaire

[Visualiser l'article](#)

7h40. Martin Hirsch, le directeur général de l'AP-HP, est l'invité de France Info. Il n'a pas beaucoup dormi, continue de serrer les mains. Sitôt son intervention terminée, il file sur son scooter à l'hôpital Tenon. La veille, on l'a prévenu que trois soignants y ont été contaminés. Deux heures durant, il réunit une cinquantaine de cadres de l'établissement pour prendre des décisions stratégiques : placer en "quatorzaine" 56 soignants, délester les urgences vers d'autres hôpitaux. "On est encore à ce moment-là en phase préépidémique", relate-t-il.

Entre le ministère des Transports et les opérateurs ferroviaires et aériens, la coordination s'organise, sous la houlette de Jean-Baptiste Djebbari. Le ministère refuse de céder à l'affolement et, suivant l'Organisation mondiale de la santé, s'oppose à la mise en place de contrôles de température aux frontières, qu'il juge dépourvus de sens. Au sein des personnels, la tension monte d'un cran. A la SNCF, en Normandie, un délégué SUD-Rail déclenche le droit d'alerte pour avoir du gel et des masques. Il n'y a d'ailleurs même pas de savon dans les toilettes, la direction va en acheter au supermarché du coin. Pendant ce temps, les trains Thello qui relie Marseille, Nice et Milan ou, de nuit, Paris à Venise, circulent normalement.

Visuel indisponible

Des gendarmes évacuent les commerçants du marché de Crépy-en-Valois, l'une des communes de l'Oise soumises à des interdictions strictes face au nouveau coronavirus, le 1er mars 2020.

afp.com/FRANCOIS LO PRESTI

A 15 heures, au ministère de la Santé, l'ensemble du personnel de la direction générale de la santé (DGS) est convoqué pour une réunion. Il faut renforcer les 40 experts déjà mobilisés. La DGS passe à une gestion de crise quasi-militaire, avec des recrues venues d'autres administrations. La direction est sollicitée de tous côtés, doit rendre de multiples arbitrages, avec toujours ce difficile équilibre, prévenir sans affoler, informer sans paniquer.

En Ile-de-France, un maire en quête de réélection s'interroge. Doit-il serrer les mains à la réunion publique programmée le dimanche ou annoncer qu'il s'abstient par mesure de précaution, au risque d'en faire trop ? La réponse vient du ministre de la Santé lui-même. En fin d'après-midi, en déplacement dans l'Oise, Olivier Véran déconseille bis et serrage de main. On est passé au stade 2.

Samedi 29 février, dimanche 1er mars : valse-hésitation autour des grands événements

A 9 h 30, au siège de l'AP-HP, une réunion clef démarre. L'Ile-de-France compte seulement quatre établissements de santé référents pour les infections émergentes, et leurs services spécialisés dans les maladies infectieuses ont été saturés en quelques heures entre jeudi et vendredi. "On ne peut pas emboliser nos unités avec des malades qui pourraient être isolés hors de l'hôpital", regrette le professeur Eric Caumes, chef du service des maladies infectieuses et tropicales à la Pitié-Salpêtrière. Un peu plus tard, Martin Hirsch évoque la décision de ne plus accepter que les cas les plus graves.

A 11 heures, à l'Élysée, le conseil restreint de défense tranche. Les grands événements sont annulés. La jauge des 5 000 personnes est celle qui déclenche un renforcement des mesures en cas de menace terroriste.

[Visualiser l'article](#)

Pour le Louvre, le gouvernement hésite : oui, il accueille bien 5 000 personnes simultanément, mais pas vraiment confinées. Il restera ouvert... jusqu'à ce que le personnel exerce son droit de retrait le dimanche. "Il y a toujours une frontière ténue entre en faire trop ou pas assez", constate un ministre.

Visuel indisponible

Le dimanche 1er mars, les personnels du Louvre ont exercé leur droit de retrait. Le musée reste fermé.

afp.com/Thomas SAMSON

La fermeture anticipée du Salon de l'agriculture et l'annulation du semi-marathon de Paris prévu le dimanche sèment le trouble. Pourquoi les matchs de foot sont-ils, eux, maintenus ? Question de "fric", lancent les uns ; le pouvoir de la télé, disent les autres. "Nous sommes face à un énorme défi de communication, reconnaît un ministre. D'abord parce que certaines consignes de la phase 2 sont opposées à des consignes de la phase 1 - il s'agissait dans un premier temps de contenir la propagation du virus alors qu'il faut ensuite le gérer. Puis parce qu'il faut en permanence arbitrer. On interdit un salon, mais on n'interdit pas le métro, car on peut vivre sans ce salon, mais on ne sait pas fonctionner sans métro." Au conseil des ministres, Olivier Véran insiste sur la nécessité de ponctuer chaque prise de parole d'un "à l'heure où l'on parle" évolutif.

Le dimanche, un ministre, candidat aux municipales, constate qu'il est difficile de faire campagne sans serrer les mains. "Si je ne l'avais pas fait, les gens auraient pensé que j'ai la grosse tête", note-t-il. Vers 16 heures, VIParis, le gestionnaire du site de la Porte de Versailles, organise une réunion de crise. Il faut préparer une communication financière exceptionnelle à destination des actionnaires. Le manque à gagner du dimanche "perdu" est évalué à 100 000 euros.

Lundi 2 mars : quand les parents commencent à douter

Principale préoccupation en ce début de semaine : accompagner la rentrée scolaire de plusieurs académies touchées par le virus, notamment dans l'Oise. Au total, près de cent établissements sont fermés La semaine précédente, des élèves qui ont séjourné dans des zones à risque ont été renvoyés chez eux. Désormais, ils peuvent reprendre le chemin de l'école. Les parents peinent à comprendre. Ils mettent en doute les promesses du ministère de l'Education nationale d'assurer à distance une continuité de l'enseignement. Pour dédramatiser, les professeurs font circuler des blagues sur les réseaux sociaux : "Il faut juste qu'on termine d'installer Windows 95 et c'est parti. Et qu'on prévienne les enseignants aussi."

Visuel indisponible

Lundi 2 mars, le décès d'une pensionnaire de la maison de retraite Etienne Marie de la Hante, à Crépy-en-Valois, est annoncé.

afp.com/FRANCOIS NASCIMBENI

Au Medef, un bureau extraordinaire est convoqué par visioconférence. Déjà, le mercredi précédent, Christophe Beaux, le directeur général, a réuni dans le grand amphithéâtre du sous-sol, avenue Bosquet à Paris, près de 150 cadres de grandes entreprises et de fédérations patronales pour répondre aux premières

[Visualiser l'article](#)

inquiétudes. Vendredi, il a ouvert un "webinaire" -contraction de Web et de séminaire-, où chacun peut faire part de ses interrogations. Mais, ce lundi, il faut aller plus loin et définir la meilleure stratégie pour éviter les ruptures de stocks et prévenir les difficultés liées à l'absence des salariés. Un deuxième mort français - le troisième sur le territoire avec le décès d'un ressortissant chinois au début de l'épidémie - est confirmé dans l'Oise. La question des transports revient, lancinante.

Mardi 3 mars : la phase 3 dans toutes les têtes

Alors que le préfet de l'Oise est placé à l'isolement par précaution pour avoir côtoyé des malades et qu'un passage en phase 3 de lutte contre l'épidémie est de plus en plus probable, à Bercy, Bruno Le Maire reçoit les représentants des entreprises . Dès la fin de la semaine précédente, le ministre de l'Economie a demandé d'établir une cartographie précise par filière, des principaux problèmes d'approvisionnement. Christophe Beaux, du Medef, a passé une partie de son week-end à sonder les représentants des secteurs.

Visuel indisponible

Les enjeux économiques deviennent aigus. Bruno Le maire réunit à Bercy les représentants des entreprises pour sécuriser les approvisionnements.

afp.com/ERIC PIERMONT

A l'AP-HP, l'ensemble des organisations syndicales sont convoquées pour un conseil hygiène et sécurité extraordinaire. Pour l'instant, aucun soignant n'a fait valoir son droit de retrait. "Les soignants sont même ultradisponibles, les virologues dorment quatre heures par nuit, mais cette disponibilité tient parce que les décisions prises leur semblent légitimes", se félicite Martin Hirsch.

C'est bien là tout l'enjeu des jours à venir. En n'autorisant qu'Olivier Véran et Jérôme Salomon à diffuser la parole officielle sur l'évolution nationale de l'épidémie, le gouvernement est jusque-là parvenu à éviter la panique. Mais plus les cas se multiplient - une quatrième mort est annoncée en milieu d'après-midi, plus la pression de l'opinion publique s'intensifie. Avec la crainte, partagée par certains acteurs mais rarement énoncée publiquement, que des décisions démagogiques - et contre-productives - soient prises par un responsable politique pour répondre aux craintes des Français . Et que l'irrationnel finisse par l'emporter.